

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 43, Numéro 4 > Mai 2016 > droitdeparole.org

POUR DES SOINS DE SANTÉ PROCHES DES GENS

IL FAUT SAUVER SABSA



Deux cent personnes ont manifesté hier à Québec pour sauver la clinique SABSA (Services à bas seuil d'acceptabilité)

PHOTO GILLES SIMARD

Luttes sociales à Québec

Le 29 avril des groupes communautaires et des chauffeurs de taxi ont dénoncé les paradis fiscaux, et le 1^{er} mai, des militants de STOP oléoduc Capitale-nationale ont marché avec les syndicats p. 2-3

Radio poubelles: un vent de changement?

Les départs de Nathalie Normandeau, Jeff Fillion et André Arthur annoncent-ils le déclin des dinosaures? p. 5

Centre Durocher: on ne lâche pas le morceau

Saint-Sauveur continue à se mobiliser et Marc Boutin interpelle le GRT Action habitation. p. 7

Fuck toute

Un spectacle de Catherine Dorion et de Mathieu Campagna à souligner et à faire revivre. p. 9

L'austérité s'explique

Par **Nathalie Côté** et **Lynda Forgues**

Le 29 avril, 200 personnes issues des groupes sociaux étaient en grève pour dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement Couillard et demander un réinvestissement dans les services publics, répondant ainsi à l'appel de la Coalition Main rouge.

Cette journée d'actions et de grève fait suite à celles de l'automne 2015. Chez les groupes communautaires, ceux de services comme de défense de droits, la situation ne s'est guère améliorée depuis.

La journée a débuté au petit matin avec le blocage des portes d'entrée du ministère des Finances. Entre deux manifestations, les gens étaient invités à assister à une conférence d'Alain Deneault sur les paradis fiscaux. Dans une salle bondée, au centre Frédéric Back, il a convaincu encore davantage les manifestants de continuer à dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement libéral.

Alliance avec les chauffeurs de taxi

Des chauffeurs de taxi de Québec, du groupe La révolte des taxis contre l'injustice, se sont joints au mouvement pour dénoncer l'entreprise Uber et les paradis fiscaux. Ils se sont alliés au mouvement communautaire et aux étudiants présents pour dire que l'évasion fiscale est une des causes de l'austérité et pour dénoncer la multinationale qui tente d'envahir le marché des taxis au Québec, notamment.

Cette alliance momentanée entre les groupes populaires et les chauffeurs de taxi montrent que la question des paradis fiscaux touche tout le monde.

Les paradis fiscaux : il faut en parler

«Les paradis fiscaux existent pour qu'on n'en parle pas», rappelle le philosophe Alain Deneault. Ces pays, il préfère nommer «législations de complaisance», parce qu'elles permettent aux grandes entreprises et aux individus riches de contourner la loi de leur pays afin de payer moins d'impôt et d'agir sans entrave.

«Quand le gouvernement nous dit qu'il n'a pas d'argent, c'est à cause des paradis fiscaux», a-t-il martelé pendant sa conférence. Insistant sur le fait que le manque de revenus des États est en lien direct avec l'évasion fiscale.

«Il y a 90 paradis fiscaux dans le monde», a-t-il souligné. On connaît la plupart de ces lieux. Ce sont les Bermudes, le Panama, les îles Caïman, le Luxembourg, l'État du Delaware, le Belize, etc.

« Tout cela est légal »

N'est-ce pas ce qu'ils disent tous? Comme le disait aussi Philippe Couillard en 2014, lorsque des journalistes ont appris qu'il avait déposé son salaire gagné en Arabie Saoudite dans un compte à l'île Jersey. C'est vrai, tout cela est légal; cela est permis par la loi.

Cependant, dans son essai *Une escroquerie légalisée*, Alain Deneault aborde la question d'un tout autre point de vue. «On cherche à faire croire que la loi est écrite par les dieux», dénonce-t-il.

Ce sont pourtant des humains qui les écrivent, ces lois. Ce sont les banquiers qui deviennent ministres et qui retournent aux conseils d'administration des banques et des grandes corporations. En somme, quand ils sont au gouvernement, ils défendent les intérêts de leur classe sociale.



Alain Deneault dédicace son livre après la conférence. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Des États qui imitent les paradis fiscaux

Au lieu de régler l'évasion fiscale, les gouvernements imitent en quelque sorte les paradis fiscaux. Au Canada, «un employé du secteur minier paie plus d'impôts que la minière elle-même», comme nous le rappelle Alain Deneault.

Au Canada et au Québec, les entreprises paient de moins en moins d'impôts. Comme le philosophe le relate dans son essai, en pleine période d'austérité, le gouvernement libéral de Couillard a fait diminuer encore le taux d'imposition des entreprises qui est passé de 11,9% à 11,5\$. Il était de 13% en 1981.

L'impôt demandé aux entreprises diminue constamment. Au fédéral, il est passé de 38% qu'il était en 1980 à 15% aujourd'hui. C'est une des causes du manque de revenus des États qui coupent dans la santé, les services sociaux, l'éducation. Bref, l'austérité s'explique...

Lettre d'opinion

En appui à *Droit de parole*

Apprenant que le gouvernement s'apprête à lui couper sa subvention au point qu'elle ne couvrirait pas l'impression du journal ainsi condamné à disparaître, *Droit de Parole* lançait en avril un urgent appel à l'aide. C'est donc au tour des citoyen.nes, organismes et commerces locaux, qu'il soutient depuis 40 ans, de l'appuyer, et les raisons de le faire ne manquent pas.

Lorsque la direction du Centre Durocher a décidé en catimini de fermer le centre coin Carillon/Saint-Vallier, Line Plamondon et moi-même avons créé, en 2013, le Comité de Sauvegarde du Centre Durocher. C'est d'abord et seulement *Droit de Parole* qui a soutenu notre action. La diffusion de la cause a incité une centaine de citoyen.nes et d'organismes à s'impliquer et quelques-uns, dont le Comité Citoyen de Saint-Sauveur (CCCQSS), ont repris le flambeau en 2015.

Droit de Parole garantit d'autre part la prévalence de la démocratie municipale en traitant des dossiers

issus des différents Conseils de quartiers rattachés au Conseil municipal de Québec. Il publie l'agenda mensuel des activités socioculturelles et populaires des quartiers centraux et ouvre ses pages à des interventions dont on n'entend parler nulle part ailleurs. Il traite des problèmes que se partagent les citoyen.nes, commerces, organismes communautaires et institutionnels locaux et parle d'artistes, de projets et dossiers jusque là méconnus.

Droit de parole nous a alertés sur les difficultés des commerces et services de proximité qui périssent dans Saint-Sauveur, Saint-Roch et le faubourg Saint-Jean. Il s'est joint à la mobilisation générale contre la fermeture de la Clinique médicale Saint-Vallier, a dénoncé la fermeture de la Caisse Populaire sur Saint-Vallier et j'en passe... Ses mots et ses images s'inscrivent dans la mouvance de notre quotidien comme une mémoire vivante qui traverse avec nous les ins-

tants de la localité.

Parce que c'est d'abord au quotidien, et dans les villes, que la démocratie s'exerce, la ministre de la Culture, madame Hélène David, doit maintenir et garantir à *Droit de Parole* une subvention adéquate : Assurer sa survie équivaut à protéger les droits de tout un chacun, l'information indépendante et la vraie démocratie en osant croire qu'elle existe par et pour nous. Lui couper les vivres revient à les retirer aux organismes publics et communautaires, à leurs clientèles et aux commerces locaux. À tout couper sous prétexte d'une nécessaire austérité, le gouvernement se coupe de la santé sociale, culturelle et économique des quartiers, voire de ses électeurs et de la vie elle-même. N'est-ce pas là le plus grand danger que peut encourir une démocratie? Parce que même si l'austérité cesse avec la reprise économique, une fois que t'es mort, t'es mort!

Lise Beaupré, Québec

Questions pour le maire Labeaume au sujet d'Énergie Est

Le maire Labeaume dit avoir 200 000 questions pour Trans Canada sur l'oléoduc Énergie Est. En voici quelques-unes qu'il ne devrait pas manquer.

- Comment est-il envisagé de protéger la prise d'eau de Québec en aval du passage de l'oléoduc?
- Advenant une pollution de la prise d'eau du fleuve, comment allons-nous approvisionner les gens dépendant de la prise d'eau du fleuve Saint-Laurent?
- Est-ce que des sommes et des équipements seront fournis à la Ville de Québec pour répondre rapidement

à d'éventuels déversements? La Ville de Québec est la première répondante pour la région.

- Comment prévenir les actes terroristes contre l'oléoduc, actes qui pourraient mettre en danger le fleuve et la prise d'eau de Québec?
- Comment faire pour déceler rapidement les mini-fuites?
- Pour les fuites qui ne montent pas en surface, mais qui atteignent la nappe phréatique, comment les autorités vont-elles arriver à décontaminer sur de

grandes surfaces?

- L'exploitation des sables bitumineux est-elle rentable à court terme? (Coût d'exploitation et prix de vente)
- À moyen terme, soit d'ici 10 à 20 ans, n'y aurait-il pas diminution de l'usage des hydrocarbures, ce qui rendrait l'oléoduc obsolète?
- Quels bénéfices la région de Québec retirera-t-elle du passage de cet oléoduc?

Pascal et Benoît Grenier, simplicitaires, Québec

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 12 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal:
Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Lynda Forgues, Réal Michaud, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Richard Amiot
Coordination: Nathalie Côté
Collaboration spéciale:
Les Amis de la Terre de Québec, Renaud Pilote, Michaël Lachance,

Étienne Lanthier, Malcolm Reid, Math Cole, Jonathan Carmichael, Marie-Hélène Boucher, Élisabeth Germain, Nicolas Lefebvre-Legault
Révision: Lynda Forgues, Maximilien Nolet
Illustrations:
Malcolm Reid, Marc Boutin, Patricia Bufo, Pierre Bouchard, John Cisco

Photos:
Gilles Simard, D-Max Samson, Craque Bitume, Marc Boutin, Martial Van Neste, Nathalie Côté, Compop, Klody Tremblay
Design: Martin Charest
Webmestre: La collective Nalyn
Imprimeur: Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



SABSA, une vraie clinique de quartier

Par **Élisabeth Germain**

Aujourd'hui, je marche pour la clinique SABSA. Je marche et j'affirme que cette clinique doit rester.

Elle a été ouverte précisément pour offrir des soins à des personnes que le système de santé ne rejoint pas, des personnes exclues atteintes d'hépatite C. Elle accueille ces personnes et ne s'en tient pas à l'hépatite, mais s'intéresse à tous leurs besoins de santé.

Quand le ministre Gaétan Barrette dit qu'il ne veut pas de système parallèle, que la clinique n'a qu'à s'intégrer dans le CLSC, il énonce sérieusement une grosse niaiserie. Les gens qui ne vont pas dans les services ordinaires n'iront plus à SABSA si celle-ci est engloutie dans le CLSC.

Le ministre de la santé ne sait pas de quoi il parle. Ou plutôt, il ne sait parler que de ce qu'il contrôle.

Je marche pour que nous prenions du pouvoir sur nos services de santé, en dépit du ministre.

Je marche pour que nos services de santé se dégagent du joug médical. Un autre monde est possible ici aussi. Les infirmières praticiennes sont en mesure de donner les soins de première ligne de façon compétente, humaine, conviviale.

Elles permettent aux gens de se réapproprier du pou-

voir sur leur santé, dans leur vie, en se connectant avec l'ensemble des besoins au lieu de traiter seulement une hépatite ou une otite: elles prennent le temps de soigner les personnes.

Je marche pour rendre visible cette façon alternative de faire face aux problématiques de santé. Au lieu de forcer le monde à s'en aller de plus en plus loin dans des institutions de plus en plus grosses et anonymes, on se rapproche des personnes et on les soigne dans leur milieu de vie, là où elles ne sont pas dépayées et peuvent agir. L'autonomie et la prise en charge de sa propre vie sont reconnues comme des facteurs majeurs de guérison ou de rétablissement.

Une citoyenneté agissante

Je marche parce que j'ai le cœur dans le communautaire et que SABSA est une coopérative de solidarité. Quand les personnes qui soignent, celles qui viennent chercher les soins et celles qui soutiennent financièrement font partie de la même entité, les dynamiques sont bien différentes. Ça crée des connexions, des égalités, des projets partagés. Ça donne des idées de démocratie, de prise de parole, de citoyenneté agissante. Ça revitalise des quartiers plus sûrement que des 12 étages de condos de promoteur.

Je marche parce que je suis féministe et que cette façon de remettre le pouvoir aux gens dans leur vie est ancrée

dans le féminisme. Parce que le féminisme permet de voir à l'œuvre, dans cette histoire, les dynamiques de pouvoir entre une hiérarchie patriarcale traditionnelle et une participation nouvelle des femmes pour transformer un système social.

« Sauvons SABSA ! »

« Barrette, barre-toi ! »

Je marche parce que je suis en colère contre ce gouvernement qui ne veut rien savoir de la population. Il détruit les lieux de concertation, il méprise les initiatives citoyennes, il affaiblit les services publics, il se fiche éperdument de ce qu'on lui dit. Pendant que Couillard rit dans sa barbe, Barrette reconfigure impitoyablement le système de santé comme s'il s'agissait de son royaume.

Dimanche, le 8 mai, à l'appel de la Coopérative SABSA, nous avons marché, sous la pluie, déterminé.es, criant haut et fort « SABSA! SABSA! ». Parmi nous, des membres de SABSA, des militant.es de longue date des quartiers centraux, mais aussi des citoyen.nes qui manifestaient pour la première fois. Leur témoignage était toujours le même: il faut sauver SABSA, cette clinique infirmière originale qui a fait ses preuves; il faut lutter pour SABSA, contre ce ministre qui veut imposer sa vision unique et mégalomane du système de santé.

Mobilisation

STOP oléoduc avec les travailleurs et les travailleuses

Par **Nathalie Côté**

La marche du 1^{er} mai à Québec s'est déroulée, sous le signe de la convergence des luttes en ce printemps 2016, avec plus de 500 personnes marchant dans les rues de Québec contre l'oléoduc, pour le salaire minimum à 15\$ de l'heure et contre l'austérité.

Contre le projet Énergie Est

« On veut qu'il y ait un dialogue avec la population, avec les syndicats, sur la question du pipeline », précise Michel Martin, porte-parole de STOP oléoduc, présent à la marche. La lutte contre le projet d'oléoduc est une lutte sociale qui dépasse la question environnementale, dira un autre militant.

En somme, le 1^{er} mai a été une manifestation de voix unies contre « le sacage des services publics » et les politiques orchestrées par le gouvernement libéral de Philippe Couillard.

Le projet de pipeline nous concerne tous

Les feux de Fort McMurray en Alberta, où se trouve le chantier des sables bitumineux, brûlent encore, et tous et chacun, fort justement, déplorons le drame de ces milliers de travailleurs et de travailleuses qui ont dû fuir leur ville et leurs chantiers.

Cela montre surtout quels peuvent être les effets des changements climatiques dans ce lieu surexploité. La lutte contre le développement des sables bitumineux et du pipeline apparaît, dans ce contexte, d'autant plus cruciale.

Trente-deux groupes écologistes interpellent le ministre

Ils rappellent que le gouvernement ne peut pas « balayer du revers de la main tout le travail que la société civile a accompli ». Le 9 mai dernier, 32 groupes environnementaux du Québec ont demandé que les 400 mémoires et 4000 commentaires soumis au BAPE en



Plus de 500 personnes ont marché le 1^{er} mai.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

avril dernier soient rendus publics.

Les groupes demandent au ministre québécois de l'environnement, David Heurtel, de mandater le BAPE « pour qu'il produise un rapport synthétisant l'information recueillie lors des audiences, dans la documentation déposée ainsi que dans les commentaires et mémoires soumis. Un rapport qui servira à l'éclairer sur les renseignements qu'il devra exiger de TransCanada dans le cadre de son étude d'impact ».

Un gouvernement complice des pétrolières ?

Les groupes environnementaux déplorent aussi le fait que TransCanada n'a déposé son avis de projet que le 22 avril dernier, « tournant en dérision les règles pour l'évaluation des grands projets de même que la participation citoyenne ». Pour Christian Simard, de Nature Québec, « le gouvernement ne devrait pas se faire complice de la pétrolière mais au contraire, être garant d'une évaluation environ-

nementale modèle et irréprochable ».

Évaluation des GES ou pas ?

Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie à Greenpeace, un des 32 groupes, souligne que l'étude d'impact de TransCanada doit comprendre « l'évaluation globale des émissions de GES (gaz à effet de serre) et les scénarios de déversements pour les principales rivières ». On sait que dans la seconde version du BAPE, le ministère de l'environnement du Québec ne tiendrait plus compte des GES produits par l'extraction, le transport et l'exportation des sables bitumineux.

Rendre publics les mémoires

STOP oléoduc invite les personnes et les groupes ayant déposé un mémoire au BAPE suspendu (qui sera repris en septembre prochain) à écrire à l'adresse suivante afin de les rendre public: ecoquebecinfo.com/bape-an-nule-sur-energie-est-des-memoires-rendus-publics/

Que font les lobbyistes de TransCanada ?

Informations puisées dans l'essai *Le piège Énergie Est. Sortir de l'impasse des sables bitumineux* d'Éric Pineault, publié chez Écosociété.

En avril dernier, TransCanada avait 16 lobbyistes inscrits au registre des lobbyistes du Québec.

Ces lobbyistes travaillent afin que les instances provinciales et municipales soient favorables au projet de pipeline.

Ces lobbyistes travaillent aussi à « influencer le processus législatif en ce qui concerne les échanges de carbone et les plafonds d'émission de GES ».

Parce que le projet devrait traverser des centaines de terres, leurs représentations visent aussi à faire modifier les lois sur l'appropriation des terres agricoles par des non-résidents et la protection du territoire agricole, incluant « la permission d'exproprier des terres sous protection agricole, les subdiviser et les utiliser à des fins non agricoles. »

L'impôt et TransCanada

« La société albertaine [TransCanada] figure parmi les grandes entreprises canadiennes qui paient le moins d'impôts. Une étude de Canadian Business en 2014 l'a classé dans le top 15 des 241 compagnies payant le moins d'impôt au Canada. »

Subvention de l'État

L'entreprise Canadoil Forge, un fabricant de sections de pipelines pour TransCanada a reçu, pour sa part en 2015, une subvention de 350 000 \$ puisée à même le « Fonds vert » du gouvernement du Québec, etc.!



Travail de jardinage lors d'un atelier de Craque-Bitume pour démarrer des jardins urbains adaptés aux besoins de différentes clientèles.

PHOTO CRAQUE BITUME

L'agriculture urbaine, pour venir en aide à notre société

Par **Marie-Hélène Boucher**

De plus en plus de gens commencent à s'apercevoir que le mode de vie des sociétés occidentales est dramatiquement dommageable pour la planète et entraîne des inégalités sociales importantes qui ont pour résultat de condamner certaines personnes à vivre dans la pauvreté. Cette réalité est intolérable et des alternatives commencent à faire leur apparition dont l'agriculture urbaine.

L'agriculture urbaine consiste à faire pousser des plantes comestibles dans divers lieux de la ville, des espaces inutilisés comme des balcons, des cours de logis, ou dans des espaces vagues comme les parcs ou les toits d'entreprises. L'agriculture urbaine se pratique aussi souvent dans des jardins collectifs ou communautaires. Un jardin collectif est une parcelle de terre cultivée conjointement par toutes les personnes qui en sont membres. Les membres d'un jardin collectif décident tous ensemble des plantes qui vont être cultivées, effectuent les travaux de jardinage et se partagent les récoltes. Devenir membre d'un jardin collectif peut être parfait pour les personnes inexpérimentées en horticulture, car cela permet d'échanger avec les autres et favorise le partage des

connaissances. À Limoilou, il est possible de s'inscrire en téléphonant au jardin collectif du Patro Roc-Amador ou aux Ateliers à la Terre du Centre Jacques-Cartier.

Jardiner en groupe

Un jardin communautaire est composé de plusieurs parcelles qui peuvent être louées pour être cultivées par un individu. Les coûts pour devenir membre de ce type de jardin varient habituellement entre 15 et 30\$ par année. Pour s'inscrire, il faut remplir et envoyer un formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Québec, dans la section jardin communautaire. Ceci permet d'être inscrit sur une liste d'attente pour avoir accès à une parcelle d'un jardin lorsqu'il y en aura de disponible. Il n'est pas possible, par contre, d'être sur plusieurs listes d'attente en même temps. De plus, les jardins communautaires sont gérés par un conseil d'administration dont peuvent faire partie les membres intéressés à s'impliquer.

Qui fait des jardins urbains à Québec?

Certains organismes, comme Craque-Bitume ou les Urbainculteurs, peuvent également aider les gens à pratiquer l'agriculture urbaine. D'abord, Craque-Bitume, situé à Limoilou, est un organisme qui offre des formations et des conseils pra-

tiques sur l'agriculture urbaine ainsi que sur le compostage. De plus, celui-ci participe aussi à mettre en place divers projets de jardins collectifs et communautaires à Québec. Craque-Bitume offre également des formations et des conseils pour vivre de façon plus écologique. Pour leur part, les Urbainculteurs offrent également des formations sur l'agriculture urbaine et participent à mettre en place des jardins urbains pour diverses institutions et commerces comme des restaurants, hôtels, bars, organismes communautaires et même l'Assemblée nationale à Québec. Cet organisme mise sur tous les espaces libres comme les toits, les terrasses et le ras du sol, pour créer des jardins. Il est également bien connu à Québec pour sa boutique dans la Basse-Ville, sur la rue Saint-Paul, où il est possible de trouver des semences et tout ce qui est nécessaire pour démarrer son jardin urbain.

Pourquoi jardiner chez soi?

De plus, il ne faut pas oublier qu'un autre avantage de l'agriculture urbaine est de permettre de se nourrir d'aliments qui n'ont pas été arrosés de pesticides néfastes pour la santé, et cela à un coût relativement peu élevé. L'agriculture urbaine permet également de réaliser des économies assez importantes, car cultiver sa propre nourriture permet de sauver beaucoup de

sous si on sait bien s'y prendre. Les légumes peuvent se conserver au congélateur toute l'année, alors il est possible de sauver de l'argent une bonne partie de l'année en ne cultivant que pendant l'été. Encore mieux, il est aussi possible de continuer à faire pousser certaines plantes en hiver, à l'intérieur de chez soi, ce qui permet également d'économiser toute l'année.

Il est également important de ne pas oublier qu'un autre avantage de l'agriculture urbaine est de réduire sa production de déchets et de contribuer, en mangeant des produits locaux, à opter pour un choix bénéfique pour l'environnement, car les aliments n'ont pas été amenés sur de longues distances par divers moyens de transport polluants, au contraire des aliments qui se retrouvent dans les épiceries qui ont parfois traversé des mers et des continents. L'agriculture urbaine peut représenter un choix écologique très intéressant sur lequel nous devrions miser, car ce type d'agriculture ne repose pas sur l'utilisation excessive de produits polluants comme des engrais chimiques et des pesticides. Par conséquent, nous devrions considérer cette option avec intérêt étant donné que, bientôt, la dégradation de notre environnement atteindra un point de non-retour ce qui devrait nous pousser à changer notre façon de vivre pour le bien des générations futures.

La légalisation du dépôt de garantie

Une menace pour la majorité des locataires

Par Jonathan Carmichael

Pendant les dernières semaines, la sphère médiatique s'est emballée au sujet de certains locataires ayant accumulé des dizaines de milliers de dollars de dettes en ne payant pas leur loyer durant des années. Habiles pour manipuler l'opinion publique, les lobbys de propriétaires immobiliers montent en épingle ces cas d'espèce afin de mettre à l'avant-scène leur agenda politique. La solution passerait, selon eux, par la légalisation du dépôt de garantie. L'ampleur de la désinformation est telle qu'il est essentiel d'amener un autre son de cloche concernant la question du non-paiement de loyer et la demande de ces groupes de pression.

Des causes complexes

D'emblée, précisons que, globalement, le non-paiement de loyer a un impact marginal sur les profits de l'immobilier. Dans une étude menée en 2002 sur le parc de logements privés, des chercheurs de l'INRS-UCS arrivait au constat que les pertes entraînées par les loyers impayés équivalent à seulement 1,2% du revenu potentiel annuel des immeubles.

Cette précision faite, il reste qu'on ne peut nier que des locataires aient des difficultés à payer le loyer. À la racine des problèmes de paiement, il y a évidemment la flambée vertigineuse des loyers depuis 2000 (52% dans la région de Québec), mais il existe aussi des causes complexes, des histoires de misère. Des circonstan-

ces de vie (maladie, perte d'emploi, séparation) faisant en sorte que le revenu disponible devient insuffisant pour payer le loyer. Comme ce locataire, récemment venu consulter notre organisation après être tombé pour la première fois de sa vie sur l'aide sociale, qui se rend bien compte, à son grand désespoir, qu'il ne sera plus en mesure de payer le propriétaire. Comme cette locataire, mère monoparentale, dont le revenu a été réduit et qui, en raison d'un retard de loyer, subit toutes sortes de pressions illégales et d'agressions de la part du propriétaire.



Il y a aussi des circonstances entourant des problèmes de logement ou encore des pratiques illicites des propriétaires eux-mêmes. Par exemple, des locataires de logements en mauvais état, découragés par les délais de près de deux ans avant de se faire entendre à la Régie du logement (autre grave injustice, rappelons-le, puisque ce délai n'est que d'une quarantaine de jours dans les cas liés au paiement du loyer), qui se font justice eux-mêmes en retenant le loyer. Ou encore, comme ces propriétaires du Vieux-Québec, cherchant

à se débarrasser par tous les moyens d'un locataire pour doubler le loyer, qui ne sont pas venus collecter le loyer du mois d'avril, malgré les nombreux appels du locataire, et qui ont entrepris un recours à la Régie du logement en résiliation de bail pour non-paiement.

Une solution déconnectée

Autant l'état des lieux entourant le non-paiement de loyer est beaucoup plus complexe que ne le laisse entendre la démagogie des regroupements de propriétaires bailleurs, autant la légalisation du dépôt de garantie est une solution déconnectée de la réalité.

Les faits sont pourtant clairs : les locataires doivent survivre avec des revenus modestes. Selon le Portail de l'information sur le marché de l'habitation, mis en ligne par la SCHL, au Québec, le revenu médian des ménages locataires est d'à peine 32 046 \$, moins de la moitié de celui des ménages propriétaires. Plus de 400 000 ménages locataires (30,6%) vivent avec un revenu annuel inférieur à 20 000 \$ par année. Selon les données de Statistiques Canada, un peu plus d'un ménage locataire sur trois doit consacrer aux coûts d'habitation plus de 30% de son revenu. Bref, une grande portion des locataires vit dans la précarité financière, rendant toute marge de manœuvre inexistante.

Dans un tel contexte, comment peut-on penser que des ménages, qui doivent déjà couper dans leurs besoins essentiels pour boucler leur budget, ont le loisir de verser en dépôt de garantie plusieurs centaines de dollars (voire plusieurs milliers de dollars pour les personnes âgées en

résidence)? La légalisation d'un tel dépôt serait une attaque directe envers le droit à l'accès à un logement pour des centaines de milliers de personnes.

Au surplus, puisque le dépôt de garantie servirait également à dédommager les propriétaires pour les bris au logement, il est aisé d'imaginer tout le bordel juridique à venir. Il est déjà courant, au moment des déménagements, que des propriétaires réclament des montants injustifiés pour des dommages qui n'ont rien à voir avec la négligence du locataire, mais qui sont plutôt dus à l'usure normale ou à la vétusté. Avec le dépôt de garantie, il est évident que la tentation de ne pas restituer, sans motif valable, l'argent au locataire sera forte, embourbant le tribunal de milliers de causes supplémentaires.

Le ministre Coiteux doit dire non

Il est urgent que le ministre responsable de l'habitation du logement, monsieur Martin Coiteux, mette un terme aux inquiétudes présentes chez les locataires en donnant une fin de non-recevoir à la demande des propriétaires immobiliers. Il serait irresponsable de légaliser le dépôt de garantie qui pénaliserait l'écrasante majorité des locataires.

Enfin, concernant les difficultés de paiement de loyer rencontrées par certains locataires, il est essentiel de s'attaquer au problème en freinant les hausses abusives par un contrôle universel des loyers et, comme le revendiquent les groupes de défenses des droits des locataires depuis plusieurs années, en mettant en place des mesures structurelles d'augmentation du revenu des personnes moins nanties.

Une semaine occupée pour le droit au logement

Par Nicolas Lefebvre-Legault

Du 8 au 14 mai se tenait une semaine d'occupations de terrains et de bâtiments initiée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

À Québec, c'est le Comité logement d'aide aux locataires qui a lancé le bal dimanche avec une occupation des terrains militaires de la rue Piedmont, à Sainte-Foy. Les protestataires revendiquent que l'on y développe du logement social plutôt qu'un manège militaire, des jumelés ou d'autres habitations trop chères.

Lundi matin, c'est le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste qui a mené une action de visibilité. Des équipes

volantes sont allées coller de grandes affiches artisanales sur les futurs sites de condos dans Saint-Jean-Baptiste, Montcalm et Saint-Roch pour passer le message que «des condos y'en a trop, on veut des logements sociaux!».

La journée s'est poursuivie avec une marche exploratoire organisée par le Comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur pour identifier les terrains vacants, bâtiments abandonnés ou terrains sous exploités qui pourraient servir pour développer du logement social dans ce quartier de la Basse-Ville. Au moment de mettre sous presse plusieurs autres actions étaient au programme. Pour en savoir plus, vous pouvez visiter le site de campagne occupationencours.net



Rassemblement cycliste en avril, de retour à chaque dernier vendredi du mois.

PHOTO MARTIAL VAN NESTE



Action pour la semaine d'occupations.

PHOTO COMPOP

Le retour des Masses Critiques

Par Math Cole

En ce mois d'avril, Québec a pu voir le retour des Masses Critiques après un long hiver.

Une cinquantaine de participants ont enfourché leur vélo pour rappeler la place de celui-ci en ville, et pour promouvoir un monde non gouverné par le pétrole.

Dans une joyeuse ambiance familiale, les participants de tous âges ont parcouru les routes du Vieux Québec. Ils ont été salués par les passants et les automobilistes. C'était des visages heureux qui ont montré que la cohabitation entre vélo et voiture est possible et souhaitable.

Ce mois-ci, bien que Québec oblige à prévenir les autorités à l'avance de toute manifestation, les participants

ont pu constater avec surprise qu'on les avait oubliés. Et comme par miracle, les membres se sont organisés eux-mêmes en tant que citoyens responsables. Certains s'arrêtaient aux intersections dangereuses, d'autres encadraient le convoi pour sécuriser les dépassements. Un bel exemple de citoyenneté responsable. Le Code de la route n'aura jamais été autant respecté.

Les masses critiques s'inscrivent dans un mouvement mondial grossissant chaque mois. Dans toutes les grandes villes du monde, le dernier vendredi du mois, se réunissent les cyclistes pour clamer, dans la joie et le respect, qu'une alternative est possible. Tout le monde est invité à se joindre à Masse critique Québec, à chaque dernier vendredi du mois.

Radio-poubelle: un vent de changement ?

Les valeurs progressistes chasseront les dinosaures

Par Étienne Lanthier*

Coup dur pour les racistes, les sexistes, les brutes et les homophobes : après Carl Monette, Nathalie Normandeau, Jeff Fillion et Johanne Marcotte, voici le tour d'André Arthur d'être éjecté du monde des médias.

Et ce, avant même les résultats des sondages. Leurs boss avaient vraiment le feu au cul. Imperméables à toute modernité, ces dinosaures nostalgiques de l'époque duplessiste laissent dans le deuil des concessionnaires automobiles et des dizaines de restaurateurs de la Grande-Allée.

Dire n'importe quoi à la radio

Pour expliquer leur déconfiture, les médias traditionnels évoquent des raisons simplistes. Fillion aurait fait un *tweet* méchant, un gazouillis destiné au millionnaire Alexandre Taillefer. Quant à Arthur, la raison évoquée serait sa sortie à propos de Jean Lapierre, peu de temps après son décès, alors que les deux hommes ont été collègues à Radio X.

La réalité est que ce n'est plus possible de faire de la radio comme dans le bon vieux temps. Les extraits audio circulent. Les réseaux sociaux s'enflamment. Le public s'indigne. Les plaintes s'accumulent. Et les boss fulminent.

Quelques jours avant son congédiement « d'un commun accord » (ce qui est en soi un oxymore), André Arthur affirmait qu'Haïti est un pays « bizarre », « lieu d'origine du sida, peuplé de voleurs où la sexualité est anormale ». La communauté haïtienne, mise au courant par nos extraits publiés sur Internet, a fait connaître sa légitime indignation.

De son côté, Jeff Fillion, narcissique, se prenant pour une sorte de pharaon omniscient, mesquin, démagogue, haineux, jurant s'être assagi, assurait le mois dernier que tout le monde se foutait du sort de Raïf Badawi. Une façon douteuse de soutenir qu'il était correct d'affirmer, en juin 2015, que le blogueur saoudien méritait ses coups de fouets.

Notez cette lancinante impression: Ces deux brutes de

Fillion et Arthur sont incapables de changer leur façon néanderthalienne de faire de la radio. Même face à une indignation publique monstre.

En 2016, les propos haineux ne passent plus aussi aisément, particulièrement chez les plus jeunes.

La droite rate le coche. Elle est incapable de se faire à l'idée: le monde a changé. Denis Gravel ne cesse de s'en plaindre: « On ne peut plus dire n'importe quoi à la radio ».

Les journalistes ont beau dire qu'un animateur a perdu son job à cause d'un tweet, entre nous, on le sait qu'il n'y a pas que ça. La réputation de Bell dépend de la perception de l'entreprise par la population. Bell a jugé que le public était suffisamment indigné pour pouvoir se passer de Jeff Fillion, un animateur fracassant les sondages. Pareil pour Monette et Arthur à Radio X.

Et quelle sera la suite ?

Ceux qui sont tombés étaient les pommes les plus mures de l'arbre. Aucun d'entre eux n'avait son job depuis très longtemps. Les vétérans sont toujours là: Maurais, Gravel, Bouchard, Landry... Même Martineau et Duhaime, les petits nouveaux, se maintiennent. Malgré les récents bouleversements, le portrait radio n'est pas très différent d'il y a deux ans.

Il faudra donc que la Coalition sortons les radio-poubelles continue à lutter. C'est lorsque la radio-poubelle parvient à banaliser la haine qu'elle gagne. Par exemple, le 12 avril dernier, Bouchard affirmait que les féministes sont en colère parce qu'elles sont laides et jalouses. Qui s'en est indigné ?

Des choses comme ça se passent chaque semaine dans l'indifférence des journalistes, parfois même avec leur complicité. Ceux-ci ont pourtant les meilleurs moyens de faire connaître et d'expliquer des propos controversés et inacceptables.

Ce sont des valeurs progressistes qui chasseront les derniers dinosaures. Aussi vrai que la flamme écarte le vampire, c'est le féminisme, l'antiracisme et l'opposition à l'homophobie qui mettront fin à la noirceur de la radio-poubelle.

*De la Coalition Sortons les radio-poubelles



Lancement de la bière *La Manifeste* pour le FSGP

Par Nathalie Côté

Le 21 avril dernier, le Fonds de solidarité des groupes populaires lançait sa 42^e campagne de financement au Studio P. Par la même occasion, le FSGP lançait la bière *La Manifeste*, un produit de la brasserie Générale, édition limitée.

Une centaine de personnes ont pu assister à un concert-conférence du brasseur Michel Marcoux, accompagné de Benoît Bordage. Les militants de l'ADDS, de Droit de parole, des AmiEs de la Terre, de même que ceux et celles du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste et du Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-sauveur étaient présents.

Les gens qui désirent soutenir les groupes membres du Fonds dans leur travail de lutte à la pauvreté et de défense des droits collectifs, sont invités à faire des dons sur le site du Fonds au fsgpq.org Il est encore possible de se procurer la bière spécialement brassée pour l'occasion, en contactant un des groupes membres de la fondation. Pour joindre Droit de parole: 418 648-8043



De gauche à droite, Michel Yacoub, le brasseur Michel Marcoux et Luis Dion Dussault, au Studio P le 21 avril dernier.

PHOTO COURTOISIE

Le Centre Durocher transformé en Maison de la culture

Les gens du quartier Saint-Sauveur ne lâchent pas le morceau

Par Pierre Mouterde

C'était il y a plus d'un mois, le lundi 4 avril, au Conseil municipal. Des citoyens et citoyennes de Saint-Sauveur faisaient entendre une fois de plus leurs inquiétudes quant à la démolition du Centre Durocher. Et là, surprise : pendant que le maire ne cachait plus son agacement en mélangeant allègrement « Conseil de quartier et Comité de citoyens », la conseillère Julie Lemieux annonçait que la Ville était maintenant prête à envisager l'installation d'une bibliothèque au rez-de-chaussée de l'édifice abritant le projet de logements sociaux prévu par la Ville, une fois le Centre Durocher démoli. Quant à Chantale Gilbert, elle concluait en disant : « j'espère qu'avec ça, vous allez être contents ». Mais que faut-il penser de toutes ces déclarations ?

En fait, comme on le murmure au Comité, nombreux sont ceux qui pensent que ce soir-là, « un point a été marqué », mais sans que ce soit pour autant terminé. Car le Comité demande toujours une maison de la culture dans les murs du Centre Durocher, pendant que la Ville, elle, sans même avoir terminé son étude de besoins quant à la nécessité d'une bibliothèque dans le quartier, se dit soudainement prête à en installer une dans ce nouveau projet de logements sociaux, en n'expliquant ni le pourquoi, ni le comment et en prônant toujours la démolition.

La Ville a tout fait à l'envers

À y regarder de près, la Ville semble improviser et tout faire à l'envers. Ainsi a-t-elle obtenu un permis de démolition, avant de mener une véritable étude de besoins en la matière. Et quand elle s'est décidée à en faire une (suite aux pressions des citoyens), elle a pris tout à coup le taureau par les cornes sans attendre que cette

dernière soit terminée, en annonçant soudain publiquement ce nouveau projet de bibliothèque, construite à même l'édifice de logements sociaux.

Du côté du Comité, on reste serein et on garde le cap : « à chaque fois qu'on va au Conseil de Ville, on fait des gains ». Le Comité va donc continuer ses pressions médiatiques et engranger des appuis qui ne cessent de croître pour doter le quartier Saint-Sauveur d'une maison de la culture sise au Centre Durocher : il peut compter maintenant sur l'appui du Conseil de quartier, du Conseil des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches, d'Action patrimoine (reconnaissant le caractère patrimonial du bâtiment du Centre Durocher), mais aussi sur celui d'une cinquantaine de commerces du quartier et d'une quinzaine d'organismes communautaires, dont le Centre des femmes de la Basse-Ville, Jeunes musiciens du monde, Atout lire, l'Association pour la défense des droits sociaux, etc.

Un comité ad hoc pour faire face à toute éventualité

Il sera difficile de dire après ça que ce projet ne bénéficiait pas d'une véritable « acceptabilité sociale ». Il ne reste plus qu'au maire Labeaume à en prendre acte et à changer son fusil d'épaule. Tout reste donc encore possible ! Et cela d'autant plus que le Comité des citoyens et des citoyennes de Saint-Sauveur continue à travailler d'arrache-pied sur ce dossier. Un sous-comité *ad hoc* (réunissant habitants du quartier, militants, personnalités, etc.) a même été créé pour planifier les actions à venir et élargir les appuis déjà existants afin de parer à toute éventualité, quelle qu'elle soit. Comme jamais au Comité des citoyens et citoyennes de Saint-Sauveur, on sent que la cause de la maison de la culture en est une qui devient chaque fois plus populaire et qui mérite qu'on la défende jusqu'au bout !

Le rôle du GRT Action-Habitation dans l'affaire du Centre Durocher

Par Marc Boutin

Les groupes de ressources techniques (GRT) ont été créés dans les années 1970 afin de contrebalancer le pouvoir des villes et de l'État et de défendre la création de coopératives. À l'époque, il fallait se battre pour avoir des coopératives. Comment un GRT en est-il venu aujourd'hui, dans le quartier Saint-Sauveur, à s'opposer à la volonté populaire et à jouer le jeu du pouvoir municipal ?

Que diriez-vous si l'un de vos enfants, devenu adulte, élevé dans le plus grand respect du patrimoine familial et travaillant pour un groupe de ressources techniques, arrivait chez vous en vous disant : « excuse-moi le père, mais il faut démolir la cabane pour faire du neuf ». Votre réponse serait peut-être : « Ta mère et moi, la maison et la cour, qu'est ce que t'en fais ? » Sa réplique : « Faites vous en pas, on construit du logement social à la place. »

Vous pourriez alors lui répondre : « Pour qui te prends-tu ? Pourquoi démolir, y a plein de terrains libres autour pour du logement social ? » Ou : « Vous travaillez pour qui au GRT ? Les citoyens ou la ville ? À la réunion publique sur la démolition, tout le monde s'est prononcé contre. » Ou : « T'es devenu un suppôt à Labeaume, je te déshérite. »

Ce scénario père-fils ressemble à ce qui se vit actuellement dans Saint-Sauveur : le groupe Action-Habitation dans le rôle du fils, le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur dans celui des parents (ce sont les comités de citoyens qui ont créé les GRT), et la maison qui représente le Centre Durocher.

On a là un exemple flagrant d'un groupe de service qui finit par entrer en conflit avec le groupe de défense des droits collectifs qui l'a mis sur pied et, de façon plus large, un GRT qui s'oppose directement à la volonté populaire.

Quand les citoyens interpellent le maire Labeaume au conseil municipal à propos du Centre Durocher, il répond comme si ce n'était pas lui le responsable du développement urbain à la Ville : « Le Centre Durocher est une propriété privée, adressez-vous au propriétaire ». Or, le propriétaire du Centre Durocher, c'est le groupe Action-Habitation.

M. Armand Saint-Laurent, coordonnateur d'Action-habitation, qui tarde à répondre aux demandes d'entrevue de Droit de parole, aurait-il des réponses à nous donner là-dessus ?



Le projet de logements au parc Durocher aura deux fois la hauteur du centre actuel. Il doublera donc l'ombre projetée sur le parc. Cette photo date du mois de mai. L'hiver, le soleil baisse à l'horizon ce qui double l'ombre projetée. Donc, l'hiver, si le projet se concrétise, le parc sera complètement dans la pénombre jusqu'au début de l'après-midi, soit 4 fois l'ombre visible sur la photo.

PHOTO MARC BOUTIN

John Cisco et ses ombres

Quand je marche sur la rue Saint-Jean, je cherche une façon de dire ce que cette rue a de spécial, de différent. J'ai vécu à Ottawa, à Madison, à Vancouver (dans un faubourg nommé Burnaby), à Montréal, à Sherbrooke, à Toronto: la ville de Québec hors les murs n'est comme aucune de ces villes.

Je parle de Québec hors les murs. Pourquoi? Parce que le Quartier Latin, avec son Château, avec Champlain sur son piédestal, avec son consulat des États-Unis d'Amérique, est si souvent photographié et peint qu'il appartient aux autres plus qu'à moi. Je l'aime, comprenez-moi! Mais c'est *malgré*. (Vive la cafétéria de l'Hôtel-Dieu!)

John Cisco est un peintre qui a trouvé ce que je cherche. Il chante cet univers hors les murs dans ses peintures, et spécialement Saint-Jean-Baptiste. Il est mon ami; mais il est aussi un de mes héros, un de mes maîtres-en-paysage-urbain.

Dimanche dernier, je lui ai demandé pourquoi il portait son attention sur son quartier et quelques-uns qui l'entourent, et jamais sur d'autres villes. «Je dirais que c'est parce que c'est le plus beau quartier en Amérique du Nord, à mes yeux.»

Cisco a trouvé une puissante manière de dire le spécial des quartiers populaires de Québec. Ce n'est pas en mots. Il le dit par les ombres des poubelles et des clôtures sur l'asphalte. Il le dit par les branches nues et noires des arbres avant que mai arrive. Il le dit par les toits zigzagés, par les taches de nuages dans le bleu en haut des toits, il le dit même par les fils téléphoniques, et par les humains qui sont présents dans ses tableaux, mais, ah!, discrètement.

Une jeune femme descend la rue Scott. Une autre est dans sa fenêtre du troisième étage. Un cycliste pédale par ci, un livreur marche par là.

Le grand absent dans ces rues c'est l'automobile, le camion. Et c'est ici que nous rencontrons le paradoxe de John Cisco.

JOHN CISCO est né à Decatur, dans l'Illinois, en 1951. Le quatrième d'une famille de neuf enfants. Son père travaillait pour la chaîne de magasins Sears-Roebuck. Puis la compagnie a envoyé monsieur Cisco à Racine, au Wisconsin, pour installer un magasin là. «Racine était en boom dans ce temps-là, dit-il. Moi et mon copain David, on regardait les nouvelles locomotives diesel arriver, et les vieilles locomotives à vapeur se faire amener à la scrap.



AUTO-PORTRAIT DE CISCO



«Quand je suis retourné dernièrement avec Lucille, on a vu une ville délabrée, ses industries en déclin.»

John était un petit Américain apparemment destiné à le rester. Quand il était prêt pour l'école, sa vie a pris un tournant canadien. Sears-Roebuck avait signé une entente avec Simpsons pour installer des magasins au Canada, et monsieur Cisco a été envoyé à Peterborough, en Ontario. Et c'est à Kingston, tout proche, que John a étudié en première année, en deuxième année, et en troisième année. «Ma mère, spécialement, a aimé ça au Canada. Elle aimait la royauté et elle aimait le rythme plus relaxe d'une ville comme Peterborough. Nous avions un chalet sur le lac Ontario.» Elle a eu quatre autres bébés dans ce nouveau pays, alors les enfants de la famille étaient plutôt Canadiens.

Mais la compagnie a rappelé le père de la famille à Racine!

«Un choc culturel pour moi. Nous avions des accents canadiens. Les gens étaient noirs, jaunes, bruns et blancs, une ambiance très différente de Peterborough. La guerre du Vietnam faisait rage, et le mouvement contre la guerre faisait rage aussi. Je grandissais, mes parents étaient conservateurs, moi pas. Au secondaire nous étions en plein dans la culture hippie. Moi et

mon ami, on a été jusqu'à une foire voisine, et dans la section plantes d'intérieur, il y avait des cactus mexicains. "Qu'est-ce que c'est?"... "C'est du peyote!"... «Nous sommes retournés à notre garage et nous l'avons tranché en morceaux. Bientôt nous flottons dans un rêve.

«Moi et lui, nous étions dans une classe d'art à Washington Park High School, et une excellente enseignante en art nous formait. A cool lady. Elle nous amenait à l'Art Institute of Chicago et on voyait les tableaux de Max Ernst et de Willem de Kooning. J'ai aussi développé un amour pour Winslow Homer, spécialement sa peinture de la reddition des troupes sudistes, et pour un merveilleux peintre nommé Ryder, moins connu. Je peignais depuis l'âge de treize ou quinze ans, et je savais que c'était ce que je voulais faire. Pas de doute possible.

«L'école finie, je suis retourné à notre chalet d'été au Canada, je m'y suis installé en hiver, j'y collais. La peur d'être drafté pour le Vietnam s'est levée de sur mes épaules. Je voyais ce que cette guerre faisait; un de nos amis noirs, bel homme et bon athlète, a servi au Vietnam, est sorti vivant, et un an plus tard, s'est suicidé. Seul dans le chalet, je peignais pour vrai, j'apprenais mon métier. Un ami francophile habitait un chalet à côté. Un jour il m'a dit: «John, pourquoi qu'on n'irait pas à Québec?» La vraie aventure de ma vie a commencé avec ce voyage.»

CISCO A DÉCOUVERT son faubourg et a commencé à le peindre. (Il peint aussi des nus, natures mortes, portraits.) Fallait vivre. Il a été homme à tout faire dans le Petit Champlain, il s'est lié avec feu Richard Couture, militant anti-démolition d'édifices d'habitation, il a pris une année sabbatique en Pennsylvanie. Fallait vivre, et c'est alors qu'il a eu l'idée de devenir camionneur. Un vieux routier offrait un cours, dans la région de Kingston, il s'est inscrit. Revenant à Québec, il a eu des contrats avec des transporteurs de marchandises entre le Québec et la Côte Est des États-Unis.

Et c'est ce qu'il fait à chaque semaine. Il part pour New York City (papier journal pour le journal chinois *Sing-Tao*, à Brooklyn), pour les villes autour de la New Jersey Turnpike, et finalement

la ville de Wilmington, Delaware. Il livre toutes sortes de choses, souvent des bananes, par exemple. Il dort dans la cabine de sa remorque. Il écoute du rockabilly, du folk d'Afrique et de la chanson québécoise. Et il voit la vallée du Saint-Laurent et cinq états de la république de Barack Obama pendant trois intenses journées... Mais il est camionneur dans ces voyages, pas peintre. Il a même renoncé dernièrement à sa citoyenneté américaine, pour laquelle on lui chargeait une cotisation salée à chaque année! Après trois jours sur la route, il est de retour avec Lucille dans leur appartement près du terrain de jeux de l'école. Il sort ses peintures, ses pinceaux, son chevalet, il endosse ses jeans tachetés de rouge et de jaune.

ET JE PENSE que j'ai complété, là, mon invitation à découvrir cette œuvre et cet homme. Sauf pour le punch: notez bien qu'à Québec, Cisco se promène à pied ou à bicyclette, uniquement. Il n'a pas d'auto. Il ne veut pas d'auto, il peint rarement des autos. Il milite pour les transports en commun, avec un petit faible pour le tramway.

«Lucille et moi, on prend nos vacances dans des coins qui ont des beaux tramways.»

On peut rejoindre John Cisco – ociscj@gmail.com



Michel Yacoub

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

501 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223

Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole

Soutenez votre journal :
devenez membre !

Nom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____ Courriel : _____

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Adhésion de groupes et organismes	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Fuck toute : spectacle de Catherine Dorion et Mathieu Campagna à la Maison de la littérature à Québec

Que feriez-vous si vous appreniez qu'il ne vous restait que 3 jours à vivre ?



Catherine Dorion.

PHOTO D-MAX SAMSON

Par Pierre Mouterde

Que feriez-vous si vous appreniez qu'il ne vous restait que 3 jours à vivre ? Telle pourrait être la question de fond qui se trouvait au cœur du dernier spectacle *Fuck toute* qui se donnait à la Maison de la littérature les 5-6-7 mai 2016 et qui, par son originalité comme par la profondeur de ses vues, mérite qu'on en parle et qu'on cherche à le faire revivre ! En tous cas, à **Droit de parole, c'est ce genre d'expression culturelle que nous encourageons et voulons faire connaître. Coûte que coûte !**

C'est ce qu'on serait en droit de demander au théâtre ou à tout spectacle se revendiquant d'une véritable démarche artistique : qu'il nous divertisse, certes, mais qu'il fasse aussi beaucoup plus que cela, qu'il nous branche sur nos émotions les plus profondes, nous bouscule et nous permette de voir soudain le monde autour de nous d'un œil neuf. En somme, qu'il nous aide à vivre avec cette lucidité joyeuse dont nous avons tant besoin aujourd'hui et qui, comme le dit René Char, reste au fond de nous comme « cette blessure la plus rapprochée du soleil ».

Et c'est d'emblée ce que Catherine Dorion veut nous faire sentir à travers ces collages de textes issus de blogues ou du célèbre Comité invisible ou encore de montages produits en compagnie de Mathieu Campagna, et que l'un et l'autre nous livrent avec passion tout au long de ce spectacle. S'il y a bien une misère à laquelle nous sommes condamnés aujourd'hui, et qui nous fait secrètement souffrir, s'il y a donc une misère à laquelle nous n'échappons pas, celle-ci ne se réduit pourtant pas au seul manque économique ou à un salaire minimum dérisoire. Elle est existentielle, embrasse la totalité de notre être et touche à notre regard le plus intime sur la vie. Et cela, sans même bien souvent nous en apercevoir.

« Comment se fait-il, s'interroge Catherine Dorion en citant Nancy Houston au tout début de son show, que nous soyons si fermés à cet aspect esthétique de la vie, qu'on ne se soucie plus de transmettre aux générations futures de la beauté, qu'on estime normal de mettre devant les yeux de nos enfants un enchaînement chaotique de restaurants fast-

food, de stations-services, d'édifices disgracieux, de centres commerciaux. Comment faisons-nous pour croire que cette hideur ne déteindra pas sur nous ? » Et, pourrait-on ajouter, sur notre monde tout entier : le monde des lieux que nous habitons et qui font pays ou bien patrie, mais aussi celui de tous les liens que nous tissons avec d'autres.

De la misère contemporaine

Or ces lieux et ces liens – racines de notre humanité – les voilà dans *Fuck toute* nommés avec humour, ou alors mis en carte au travers de formules choc ou de jugements ciselés au couteau. Avec cette volonté têtue de nous faire apercevoir, sentir tout ce que nous ne voyons pas ou plus et qui – à travers les flux aliénants de l'ordre marchand et de ses rengaines publicitaires étourdissantes parasite, défigure notre existence : « Ce n'est pas le temps qui passe vite, ce sont tes journées qui sont identiques, ce sont tes projets qui n'avancent pas, c'est ta vie que tu laisses filer comme ça ». Ou encore : « tout le monde est stressé, les filles prennent des pilules, les gars de la boisson (...) tous sont sujets aux troubles de l'adaptation (...) et leurs enfants candidats « au Ritalin ». Avec pour conclusion ce diagnostic implacable : « la vérité c'est que nous avons été arrachés à nos appartenances. Nous ne sommes plus de nulle part. Notre histoire est la destruction de tous nos enracinements. Nous avons été expropriés de notre langue par l'enseignement, de nos chansons par la variété, de nos chairs par la pornographie de masse, de nos villes par la police, et de nos amis par le salariat ».

C'est que dans *Fuck toute*, la misère n'est pas qu'individuelle, elle a aussi son versant collectif, un versant que l'on n'aura pas de peine à observer partout, en particulier si l'on habite à Québec, qui en prend ici pour son rhume : « Québec est sans contredit la ville la plus réprimée, moralement pulsionnellement, du non-pays dont elle est la capitale (...) le gros projet social qui occupe la politique municipale, c'est un aréna bâti pour une équipe de hockey qui n'existe pas (...) Québec : sa blancheur xénophobe, son unanimisme forcené, son petit napoléon populiste autoritaire, son idéologie travail, famille, patrie, euh, non, excuse, pas de patrie (...) qui attise la haine envers tous les non-conformistes

(...) Québec a définitivement besoin de prendre une ostie de brosse une fois par année. »

Que faire alors ?

Y a-t-il une porte de sortie à ces durs constats ? Oui bien sûr, et c'est autour de celle-ci que le spectacle s'orientera peu à peu, en nous montrant même quelques-unes des étapes par lesquelles il serait possible de passer. Pour commencer, il faut partir comme nous conseille Catherine Dorion au milieu du spectacle, de sa subjectivité même, de ce qu'on « éprouve comme vrai » : « tout événement produit de la vérité en altérant notre rapport au monde : une rencontre, une découverte, un vaste mouvement de grève, un tremblement de terre, etc. (...) il y a une vérité sous-jacente à chaque geste, à chaque situation. (...) la vérité n'est pas quelque chose que l'on détient, mais quelque chose qui nous porte. Elle me fait et me défait, me constitue comme individu... (...) me rapproche de ceux qui l'éprouvent

la société. Il n'y a qu'une seule et même réalité à laquelle nous sommes sommés de participer : « chaque marée noire, chaque plaine stérile, chaque espèce en péril est à l'image de nos âmes en lambeaux, de notre absence au monde, de notre impuissance intime à l'habiter (...) le ravage de l'environnement n'est rien à côté de l'effarante ruine de nos intériorités ».

Un théâtre de l'amitié et de la convivialité

Comment tout cela se donne à entendre dans le spectacle de Catherine Dorion et Mathieu Campagna *Fuck toute* ? De manière tout à fait originale, car c'est dans une petite salle et la plupart du temps dans l'obscurité que les spectateurs partagent cette démarche et y participent à leur manière. En se laissant peu à peu emporter par la magie des mots et des images, et surtout en se voyant convier à retrouver – pour eux-mêmes – ce qui les fait vivre au plus profond. À la toute fin, chacun pourra, s'il le veut bien, expliquer à tous

« la vérité c'est que nous avons été arrachés à nos appartenances. Nous ne sommes plus de nulle part. Notre histoire est la destruction de tous nos enracinements. »

(...) tout processus insurrectionnel part d'une vérité sur laquelle on a décidé de ne pas céder et qui nous aide à rejoindre d'autres ». Rappelez-vous le « Printemps érable » et son cri du cœur répété à l'envi dans les rues occupées : « la loi spéciale on s'en câlisse »

C'est là la grande idée : il n'y a pas d'un côté le « moi » et de l'autre le monde ou

ce qu'il ferait s'il ne lui restait que 3 jours à vivre ; raconter en somme les lieux et les liens qui le font et qu'il voudrait sauver du désastre.

C'est là tout l'intérêt de ce spectacle. On en sort un peu plus léger, mais aussi enraciné dans ses vérités les plus profondes. N'est-ce pas le plus beau cadeau qu'une soirée au théâtre puisse nous offrir ?



Visuel du spectacle.

ILLUSTRATION PIERRE BOUCHARD

Un éléphant dans la bergerie (ou la mairie ?)

Par Michaël Lachance

C'est arrivé comme ça, chez Girard. La petite taverne anachronique du faubourg Saint-Sauveur est un lieu d'échange formidable entre cinglés, machos et artistes. Peu ou prou de femmes, sinon à l'occasion de la fête des Mères. Des femmes esseulées, en veuvages avancés ou simplement rejetées par les rejets ou la société, c'est selon. Elles viennent s'y choir comme des loutres en mer renversées par des chalou-

pes de Madelinots. Lorsque le ressac des ennuis te retranche dans ta misère, tout comme ces cinglés, tu débarques chez Girard pour boire une pas chère!

Or, voilà, je call deux bières tablettes, pis Doc me dit du fond de la salle :

– Achète-moi une langue de porc et deux œufs dans l'vinaigre.

– Tu veux des amourettes et d'la tête fromagée avec ça Doc ?

– N'ah, ça va...

Pis là, Doc me recall, il a dégotté sur la table d'à côté des dessins destinés à piquer ma curiosité cacochyme, opine-t-il, échiné comme un minier après 60 heures de martelage à la pioche pour ses rêves Disneyland. Je lui rétorque de ma voix à la tessiture baryton

notoire : «peux-tu te lever l'cul ciboire!».

On n'avait pas encore entamé notre cervoise bien chaude que je devinais les esquisses : deux poireaux artistes et cinglés, des habitués de la taverne. Je jetais un coup d'œil ébahi sur l'étude du duo à l'humour toujours cinglant. Dumbo, l'amphithéâtre et une casserole. Je savais la signature. Je toisais quelquefois encore ce dessin fantaisiste et je me tournai «secquement» vers Doc pour lui annoncer mes intentions subites et débiles :

– C'est notre chance Doc, on va appeler l'autre au Cagnard, on tient un scoop!

«Tout un breaking news!» : me dit Doc, plus occupé à mater le foyer comme un long soupir d'espoir parti en fumée, comme un paysage fantomatique et huileux parti en feu, comme des demi-fous qui auraient parié sur des sables crottés plutôt que sur la poésie d'un pissenlit.

Doc est dépassé, plus rien ne l'étonne. Il est blasé, fatigué, la connerie l'atteint comme une bactérie, un mal orphelin, fatal, lavasse, comme un café Tim Hortons, une cigarette électronique, comme un long pipeline Suncor qui te dévore le corps, une chaloupe sans pêcheur

qui coule dans le lac Léman, ou des proxénètes qui brûlent l'avenir de notre jeunesse, comme Énergie Est, Trans-Canada, Enbridge, Exxon Valdez, BP et Junex, tous ces enfoirés du Capital, du désintérêt commun, comme tous ces de-

« La connerie l'atteint comme une bactérie, un mal orphelin, fatal, lavasse, comme un café Tim Hortons, une cigarette électronique, comme un long pipeline Suncor qui te dévore le corps, une chaloupe sans pêcheur qui coule dans le lac Léman, ou des proxénètes qui brûlent l'avenir de notre jeunesse, comme Énergie Est, Trans-Canada, Enbridge, Exxon Valdez, BP et Junex »

mi-civilisés qui applaudissent aveugles la mort des migrants et qui pleurent l'élimination du Canadien.

J'appelai ma source pour valider mon cachet et je balançai le dessin destiné au concours pour l'œuvre d'intégration à l'architecture de l'amphithéâtre Vidéo-tron. Il suffit de 15 secondes pour recevoir – d'une célérité inouïe – un acte de non-recevabilité. Pis, 30 secondes pour recevoir un avis juridique sur l'embargo du projet et, de même, une mise en demeure pour vol d'esquisses. Le duo n'a pas chômé, comme à son accoutumé. Ce sont des vrais francs-tireurs, des cowboys de l'art qui tirent à vue sur la connerie, inlassablement, obstinément, effrontément, un peu comme Ionesco ou Beckett, encore Koons ou Cattelan.

Doc se moquait de moi au bar. Le cuisinier entra dans la salle, avec sa bière. Je devinais le riquiqui à venir, la bataille à coup de pierres. Voilà, rien de tout ça. Le cuisinier me dit à l'oreille : «entre cinglés, on serait fou de se faire la guerre.»



ILLUSTRATION PATRICIA BUFÉ

Jazz et peinture

Par Nathalie Côté

Klody Tremblay expose ses œuvres récentes à l'espace galerie Sherpa. L'ensemble est en quelque sorte une ode à la musique, aux musiciens et à une vie entourée d'art et de culture.

Depuis plus de trente ans, Klody Tremblay présente son travail au public régulièrement. Elle explore à la fois les formes, les couleurs et la figure humaine.

Depuis quelques années, le jazz est au cœur de sa peinture. Tantôt elle suit les rythmes de la musique, tantôt elle représente les musiciens, drummer, saxophoniste, contrebassiste. «Les couleurs, cuivre, noir et turquoise, sont dominantes dans cette série que je présente au Sherpa. Elles symbolisent les instruments à vent, l'esprit de la musique», résume-t-elle.

Parfois, les instruments de musique sont seulement évoqués. Il n'en reste que le rappel par un geste, une couleur : «Les sons graves sont bleus, comme les profondeurs de la terre», précise la peintre.

La référence au jazz ne date pas d'hier

Ces œuvres ont été présentées en 2010 au Palais Montcalm, dans le cadre du Festival de Jazz de Québec. «En 1995, j'ai fait ma première expo de toiles inspirées du monde du jazz, lors des *Nuits black*, le festival jazz de l'époque. L'année d'après, j'étais au festival de Rimouski. C'est dans le jazz que je rejoins le plus de monde, m'a déjà dit fort à propos un ami critique d'art», rappelle-t-elle.

Petite fleur, le titre de l'exposition actuelle, semble d'abord un peu «fleur bleue», mais ce n'est pas du tout

ça : «Petite fleur, c'est une chanson connue des musiciens. C'est le titre d'une création instrumentale de Sidney Bechet. Il jouait cette mélodie à la radio au saxophone soprano, et j'ai le souvenir que cette mélodie me bouleversait tout entière lorsque j'étais enfant...»

Un travail plus épuré

Le travail pictural de Klody Tremblay est plus sobre que jamais. Elle l'explique ainsi : «Avec tout ce que j'ai traversé (elle a eu des problèmes de santé en 2015), ça ne donne rien de faire du flafla. Je vais à l'essentiel. C'est une nécessité, il y a beaucoup de chose que j'ai dites, mais là, il faut que ce soit simple.»

Cela a donc changé sa façon de travailler ? «Pas seulement, précise-t-elle, mais aussi de voir les gens et le monde. Tu vis dans le présent. Chaque jour que je me battais pour la vie, je pensais à ça.»

Un espace d'exposition dynamique

La galerie, qui a pignon sur le boulevard Charest, présente des artistes qui évoluent en parallèle des galeries privées. «Pour moi, c'est une des belles galeries à Québec, avec ses 45 pieds de vitrine. Et quelle belle équipe ! Il y a quelque chose qui se passe à Sherpa, c'est un milieu humain extraordinaire.»

L'espace galerie Sherpa, sis au rez-de-chaussée de la coopérative d'habitation où logent à la fois des artistes et des personnes ayant des problèmes en santé mentale, c'est un lieu en marge des lieux d'exposition, qui participe à la vitalité de la scène en arts visuels à Québec. C'est un lieu que les artistes et les amateurs d'art fréquentent. La preuve : les quelques 150 personnes qui se sont déplacées le soir du vernissage pour entendre les musiciens, CBC

trio plus B, Michel Côté au drum, Pierre Côté à la contrebasse, Alain Boies au saxophone-alto et Gilles Bernard au piano.

Petite Fleur de Klody Tremblay

À l'Espace galerie Sherpa, jusqu'au 7 juin. 130, boul. Charest, de 9h à midi, et de 13h30 à 17h, du lundi au vendredi.



Sax in the city, acrylique sur toile, 2016

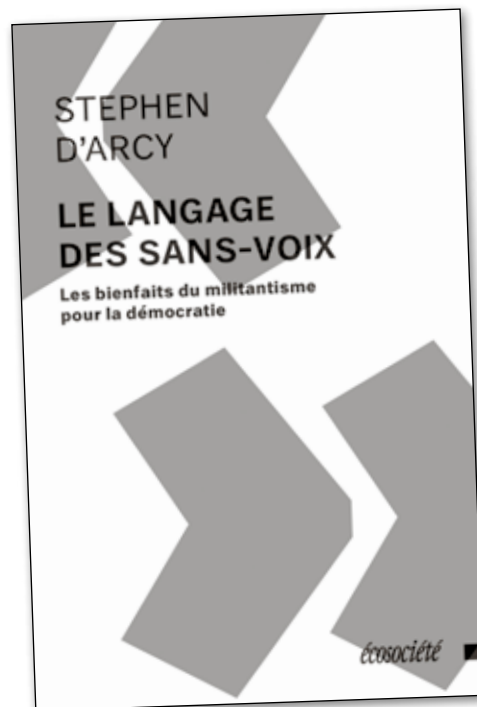
PHOTO KLODY TREMBLAY

La diversité des tactiques

« Ce qu'il faut comprendre », insista un jour Martin Luther King, « c'est qu'une émeute est le langage des sans-voix ». Le recours à l'émeute, suggérait-il, est rarement un signe d'irrationalité ou d'un comportement de foule. Il est plus souvent le fait de gens marginalisés qui cherchent à faire entendre leur voix. Et si, en certaines occasions, ces excès de « violence » n'étaient pas condamnables, mais au contraire légitimes, voire admirables, puisqu'elles rendraient les revendications de ceux et celles qui sont opprimé.e.s impossibles à ignorer ?

C'est la question qui traverse cet essai éclairant de Stephen D'Arcy. La dernière décennie a été marquée par de nombreux mouvements de contestation à travers le monde, du mouvement *Occupy* au Printemps arabe, en passant par les grandes manifestations du Printemps québécois. Ces « éruptions » de résistance illustrent parfaitement l'apport essentiel du militantisme pour la démocratie, car elles ont permis à une nouvelle génération privée de perspectives d'avenir de se faire entendre. Sur la base d'un « modèle démocratique » qu'il a établi pour déterminer la légitimité d'une pratique militante, D'Arcy démontre, à travers moult exemples, qu'il vaut mieux orienter les discussions sur les tactiques et stratégies militantes en fonction de leur nature démocratique plutôt que condamner la violence de façon aveugle et systématique.

À la fois analyse des aspects éthiques et politiques de l'action militante et examen de l'histoire de la résistance citoyenne, *Le langage des sans-voix* soutient avec force l'idée que la pratique militante ne constitue pas un danger pour la démocratie. Bien au contraire, le militantisme apparaît clairement comme un remède légitime à l'intransigeance des élites et comme un contrepoids aux systèmes de pouvoir qui ignorent les revendications populaires et musellent toute voix dissidente.



STEPHEN D'ARCY
Le langage des sans-voix
Les bienfaits du militantisme pour la démocratie
Éditions Écosociété
248 pages

Renauderie

L'observatoire

On n'y va jamais, ou presque. Ça semble inaccessible, un peu futile et, à voir les figurants sur l'affiche promotionnelle, relativement ringard. Mais un cousin de passage en ville nous dira, un de ces quatre : « et si on allait à l'observatoire ! » L'idée ne sera donc pas de nous, qui vivons pourtant au pied de la grande tour. Il faut dire que, les soirs d'été, la terrasse sur le toit du voisin d'en haut suffit à contenter notre appétit pour l'horizon. Et puis, on est peut-être un peu blasé, on ne veut pas nécessairement voir la vastitude de l'étalement de la capitale. C'est trop de kilomètres d'autoroute pour ce que le cœur peut supporter. On préfère toujours un peu le ras des pâquerettes, le déni y est plus facile. Mais bon, le fleuve, l'île au loin, les Laurentides arrondies, c'est toujours beau, surtout le matin. Nous y voilà : l'enthousiasme du cousin sera touchant, il n'y aura pas brume qui vaille et puis ça fera si longtemps ! Bref, toutes les mauvaises excuses seront bonnes pour pardonner à la guichetière les quatorze piastres de droit d'entrée.

Une fois saucé dans la lumière crue, on y sera pas pire bien. Haut perché, l'esprit vagabonde volontiers. L'heure sera à la philosophie du dimanche. Le cousin (qui a le dos large, dans ce texte) semblera peu réceptif à mes remarques mollement inspirées, malgré son air béat et contenté. Il n'aura, semble-t-il, d'yeux que pour l'amphithéâtre et l'hôtel-château. Quant à moi, je m'efforcerai à retrouver les endroits emblématiques de mon tendre passé, jaugerais les distances entre deux trajets de bus célèbres, m'imaginerai Limoilou inondé, Loretteville ravagée par une brusque tornade venue de l'ouest et d'autres choses qu'il serait cruel de nommer ici. Au faite de la ville, l'on se sentira dispensé des lois et de la bienséance du plancher des vaches. Là-bas, les terres des Sœurs de la Charité m'apparaîtront comme un oasis de paix dans l'océan gris et beige. La rivière Saint-Charles, comme d'habitude, semblera en arracher avec ses pans de méandres asséchés. Combien de temps resterons-nous là, je ne saurais dire, mais le couvercle du Concorde n'aura pas fait un tour complet encore que nous redescendrons, repus de contemplations inadéquates et chérantes.

En cassant la croûte dans un café terrestre, quelques instants plus tard, on reviendra sur notre expérience de domination du monde. La vue aura été à couper le souffle, pas de doute là-dessus (à ce titre, l'aveugle rencontré qui déambulait au 31e étage demeurera un mystère entier). Sinon, rien de nouveau sous le soleil, la ville aura été constante dans son acharnement à l'embonpoint. Le cousin aura apprécié d'avoir pu contempler les cartes postales d'un autre angle et je me dirai alors que cette accession au sommet n'aura pas été complètement vaine, puisqu'elle aura su réconcilier tourisme et famille en moins d'une heure. La corvée terminée, la croûte cassée, on pourra enfin rigoler en parlant d'autre chose que de la belle ville de Québec et se dire qu'à l'observatoire, on n'y retournera plus, peut-être.



ILLUSTRATION MARC BOUTIN

Les Autochtones et nous

Kuei, je te salue est la rencontre littéraire et politique de la poète Innu Natasha Kanapé Fontaine et du romancier québéco-américain Deni Ellis Béchar, qui ont décidé d'entamer une conversation sans tabou sur le racisme entre Autochtones et Allochtones.

Idle No More, Commission de vérité et réconciliation, enquête nationale sur les femmes autochtones disparues ou assassinées... Comment cohabiter si notre histoire commune est empreinte de honte, de blessures et de colère ? Comment contrer cette méconnaissance de l'autre qui aboutit au mépris ? Comment faire réaliser aux Blancs le privilège invisible de la domination historique ? Comment guérir les Autochtones des stigmates du génocide culturel ?

Pour ouvrir le dialogue et amorcer la nécessaire réconciliation entre nos peuples, Natasha et Deni reviennent sur leur trajectoire personnelle et tentent de débusquer les mots et les comportements qui empruntent encore trop souvent les chemins du racisme. Dans cet échange épistolaire au souffle poétique, Natasha raconte sa découverte des pensionnats autochtones, son obsession pour la crise d'Oka, la vie sur la réserve de Pessamit ; Deni parle du racisme ordinaire de son père, de la ségrégation envers les Afro-Américains, de son identité de Québécois aux États-Unis. Chaque lettre est un « rendez-vous de la parole qui s'ouvre ».

En croisant leurs mots avec franchise, ces deux grands écrivain.e.s nous offrent un livre humaniste et universel sur le rapport à l'autre et le respect de la différence.



DENI ELLIS BÉCHAR, NATASHA KANAPÉ FONTAINE
Kuei, je te salue
Conversations sur le racisme
Éditions Écosociété
Année 2016
160 pages

Jardiner en ville

Ce livre aborde l'espace potager sous plusieurs formes : en contenant, à la verticale, en façade, pour les enfants, à l'intérieur, avec des graines germées, ou encore avec du matériel de récupération.

Ce guide original, à la fois inspirant et pratique, brosse le tableau de légumes, fines herbes, petits fruits et fleurs comestibles incontournables. Pour sortir des sentiers battus, Bertrand Dumont propose aussi des plantes comestibles à découvrir. Les bienfaits de ces plantes, les clés du succès et les délices de la récolte y figurent. Dans la plupart des cas, une recette est proposée. L'auteur donne aussi de nombreux trucs pour simplifier l'entretien, pour contrôler les insectes ravageurs et les maladies de manière naturelle et efficace afin de rendre la culture facile et ainsi prolonger le plaisir de la récolte.

Le potager urbain, facile et naturel sera une source d'inspiration et d'informations essentielles pour tous ceux et celles qui veulent cultiver et mettre des aliments sains dans leur assiette.



BERTRAND DUMONT
Le potager urbain, facile et naturel
Éditions Multimondes
Année 2016
304 pages

5 MAI

Vigile pour Raïf Badawi : 2^e anniversaire d'injustice et de torture

Le 7 mai 2016 sera le deuxième anniversaire du prononcé de la condamnation de Raïf Badawi. Pour souligner ce triste anniversaire et pour maintenir la pression pour sa libération, le groupe Amnistie internationale de la région de Québec organise une vigile à midi devant l'assemblée nationale.

10 MAI

La géographie féministe pour les nouf-fes

Un petit survol de différents mouvements féministes et de leur apport à la géographie féministe critique, suivi d'une discussion à 19h30, Librairie St-Jean-Baptiste, 565, rue St-Jean.

5, 12 ET 19 MAI

Comité Voix des parents (St-Roch/St-Sauveur)

Rencontres de parents, toutes les semaines à chaque jeudi, Espace-Familles : 165, de Carillon.

11 MAI

Semaine nationale d'occupations pour le droit au logement

Manifestation régionale du FRAPRU. Rendez-vous coin Charest et Langelier, 11h30.

12 MAI

Semaine nationale d'occupations

Action ciblant le gouvernement du Québec. Rendez-vous à 10h au 780, rue Sainte-Claire.

13 MAI

Semaine nationale d'occupations

Action ciblant le gouvernement fédéral. Rendez-vous à 10h au 780, rue Sainte-Claire.

14 MAI

Les Vendredis de poésie au Tam-Tam Café

Rencontres en poésie sans cérémonie. Comme le veut la coutume aux Vendredis de poésie du TAP, la scène libre suivra la première partie avec des poètes invités. À 20h, au Tam Tam Café, à l'angle Langelier et boul. Charest Est.

14 MAI

Lancement du livre *Fuck toute!*

Après *On s'en câlisse*, le livre référence sur le printemps 2012, le Collectif

de débrayage publie son deuxième ouvrage sous un titre sans compromis : **FUCK TOUTE!** À 20h, à la Page Noire, 251, rue Dorchester.

14 MAI

Souper pour un revenu minimum garanti

En soutien à la Solidarité internationale en faveur des Mouvements des travailleurs chrétiens, avec M. Yvon Bussièrès. De 16h à 22h souper, animation et orchestre, 15\$. Centre Mgr Bouffard, 680 Raoul-Jobin. Info : 418 523-1708.

14 ET 21 MAI, ET 4 JUIN

Collectes de vélos pour les pays du sud (Cyclo Nord-Sud)

L'organisme Cyclo Nord-Sud collecte des vélos inutilisés pour les envoyer dans des communautés du Sud. Des vélos avec des roues de plus de 20 pouces, en état ou réparables. De 10h à 13h à Investors Group, 1122 Grande Allée Ouest.

17 MAI

Rassemblement en faveur d'un marché public au Vieux-Port!

L'annonce de la fermeture du marché après l'été 2017 est un coup de force. Plusieurs solutions sont envisagées. On en discute! 5 à 7 au Veravin en face du marché, 233 rue St-Paul. Coût de 25\$ (avec reçu), montant suggéré pour financer les prochaines étapes. Organisé par le Comité pour le marché du Vieux-Port. Pour info : Jean Rousseau, president@ccvq.org.

21 MAI

Fête de la rivière Saint-Charles

La 20^e Fête de la rivière offrira la traditionnelle descente en embarcation ainsi qu'une belle randonnée pédestre dans le parc de la rivière Saint-Charles. Prestations artistiques à voir! Au Parc de la Pointe-aux-Lièvres.

21 MAI

Nous sommes plus fortEs que Monsanto

Marche pour dénoncer le modèle agroindustriel basé sur les pesticides, les engrais chimiques et les OGM. 14h, à la place d'Youville.

22 AU 27 MAI

L'Université féministe d'été

Sous le thème « Les femmes et la santé ». Université Laval, 2325, rue de l'Université. 418 656-2131 (poste 8930).

L'ANTI-COLLOQUE
L'ÉDUCATION POPULAIRE, MOTEUR DE LUTTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

19 ET 20 MAI
PATRO LAVAL
145 rue Bigaouette, Québec

« L'Anti-colloque, c'est un moment pour échanger sur la réalité, débattre de nos moyens de mobilisation et d'action et se mettre en action collectivement pour combattre les injustices à la source. »

INFORMATION ET INSCRIPTION

418.523.4158
www.anticolloque.wordpress.com

Bienvvenue à tous et à toutes !
regroupement d'éducation populaire en action communautaire
DES RÉGIONS DE QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

25 MAI

Assemblée générale annuelle du Projet LUNE

Rapport d'activités, planification, élections. 535, avenue des Oblats, à 17h.

26 MAI

Tire le coyote pour la protection des milieux naturels (cocktail-bénéfice)

Organisé par Nature Québec pour la protection des milieux naturels à Québec. Président d'honneur: le chanteur de Tire le coyote. À 17h30, Centre Frédéric Back. Salle Michel-Jurdant (322-324) et terrasse. Billet : 125 \$ (reçu de charité de 100\$) Réservez vite, nombre de places limité.

27 MAI

Film Pipelines, pouvoir et démocratie

Au Salon de l'environnement, une très bonne occasion de voir, ou de revoir l'excellent documentaire qui fait le point sur la lutte contre le projet de pipeline d'Énergie Est. À 19h, à l'Espace 400^e, 100, Quai Saint-André.

2 JUIN

« Où sont les femmes ? »

Pour les femmes de la communauté lesbienne! Invitation à prendre un verre et danser. Au Boudoir, 441 Rue Du Parvis, 18h.

Vous aimez lire Droit de parole? Vous pouvez le trouver dans les lieux suivants :

Limoilou

CKRL
405, 3^e avenue
Bibliothèque Saint-Charles
400, 4^e Avenue
Cégep de Limoilou
1300, 8^e Avenue
Bal du lézard
1049, 3^e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café
421, boulevard Langelier
CAPMO
435, rue du Roi
Maison de la solidarité
155, boulevard Charest Est
Bibliothèque Gabrielle-Roy
350, Saint-Joseph Est
Coopérative Méduse
541, Saint-Vallier Est

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole
266, Saint-Vallier Ouest
Café La Station
161, rue Saint-Vallier Ouest
Centre médical Saint-Vallier
215, rue Montmagny
Club vidéo Centre-ville
230, rue Marie-de-l'Incarnation

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg
417, rue Saint Vallier Est
Bibliothèque de Québec
755, rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back
870, avenue de Salaberry
IGA Deschênes
255, chemin Ste-Foy.

